

Éditorial

Gagner sa vie... et son autonomie

Ce numéro de Palabras présente des groupements de femmes dans des activités génératrices de revenus. Faisant face à des crises économiques et sociales, avec des maris absents ou au chômage, les femmes sont devenues dans de nombreux pays les soutiens principaux de leur famille.

Leurs récits montrent des pratiques originales d'économie populaire et solidaire. Les femmes, accédant à un revenu, se sentent valorisées. Elles vivent des changements dans leur travail et au sein de la famille, elles ont changé les rapports de genre : elles ont un statut plus important dans le ménage, dans la prise de décision, et cela entraîne une distribution des tâches plus égalitaire. De plus, leur place dans la communauté locale, leur quartier, a évolué.

Dans ces organisations d'économie sociale, les femmes développent un processus d'empowerment pour réaliser, à terme, un travail de lobby politique qui donne réponse à leurs besoins dans la vie quotidienne, et qui vise aussi des changements sociaux. Leurs priorités sont multiples, ce sont leurs droits et leur accès aux ressources productives :

un statut juridique pour leur groupe, une sécurité sociale, un terrain pour produire ou pour installer une microentreprise, un crédit pour acheter l'équipement ou la matière première.

Pour les mères de famille, la vision de l'avenir est forte : transmettre des bases à leurs enfants, assurer leur éducation, celle des filles surtout, pour changer le statut social des femmes.

En **Belgique**, cinq femmes fondent un atelier de production de costumes de spectacles **Scènes et fil**, puis une coopérative à finalités sociales, espérant vivre entièrement de ce travail qui est aussi une passion : la création. Sûres de leurs droits et de leur projet, elles dessinent un avenir devant elles !

Deux groupements producteurs du quartier Kinsenso à Kinshasa (**RDCongo**) luttent contre la précarité et l'exclusion sociale. Les femmes y développent leurs compétences, améliorent ou augmentent leur production agricole ou agroalimentaire et progressent dans la connaissance et la mise en œuvre de leurs droits de citoyennes.

Ulala, en **Bolivie**, est une coopérative artisanale de tisserandes. Elles expérimentent le travail collectif et saisissent les opportunités pour améliorer leurs connaissances, ce bien « qu'on ne pourra jamais leur enlever ». Elles ont construit aussi de nouvelles relations de genre au sein de la famille.

Au **Sénégal**, la dévaluation du franc CFA en 1994 a réduit le pouvoir d'achat des ménages et accru l'insécurité alimentaire : les populations défavorisées des centres urbains font recours à l'alimentation de rue. La restauration de rue est en effet souvent aux mains des femmes vulnérables, analphabètes et en situation difficile. **Bokk Xalaat** assure le transfert de savoirs de ses membres, une vingtaine de restauratrices qui transforment les céréales locales et vendent dans la rue des plats à base de ces céréales. **Bokk Xalaat** leur permet des revenus stables, assure la promotion des produits locaux et, plus largement, la sécurité alimentaire. L'organisation démocratique du travail stimule la participation des femmes à des instances nationales de décision sur la filière agro-alimentaire.

La coopérative **Cost Veintidos** en **Argentine**, a été fondée par cinq femmes licenciées de leur entreprise avec, pour toute indemnité, une machine à coudre ! Associées pour produire plus et mieux, elles démarrent leur atelier de confection de vêtements en cuir. Elles ont eu accès au crédit via une

banque solidaire et à un statut légal pour leur entreprise et leur emploi. Leur vie s'est améliorée et la vie en commun dans leur foyer est plus facile.

La **Fundación Mujeres** en **Espagne** développe des programmes dans divers domaines dont celui de la création d'entreprises par des femmes. Après avoir analysé les nombreux obstacles auxquelles les femmes doivent faire face pour créer leur entreprise, Fundación Mujeres s'active à les lever. Elle propose des ateliers, donne l'accès à l'information sur les démarches, la législation, les aides, accorde un soutien financier. Un Cercle d'entrepreneuses accompagne ces nouvelles entreprises de femmes.

Les visions d'avenir de chacun de ces groupes sont riches d'espoirs : ils veulent devenir propriétaire de leur terrain ou de leur outil de production, se donner un statut à long terme, assurer un emploi et des revenus stables à leurs membres. Ils sont des espaces d'échanges pour les femmes, où elles développent la fierté et l'estime d'elles-mêmes. Tous ces groupes montrent comment les pratiques d'économie solidaire des femmes contribuent à leur empowerment, individuel et collectif et apportent des changements vers une société meilleure où le partage des tâches et du pouvoir entre femmes et hommes est réalité et où les femmes ont accès à la décision.

Le Monde selon les femmes

La revue et le réseau Palabras/as

Le projet vise à faire raconter et écrire par des groupes de femmes du Sud et du Nord une action concrète, quelque chose qu'elles ont fait, qu'elles aimeraient faire connaître et qui illustre leur engagement social.

Le point de départ est la conviction que les groupes de femmes du Nord et du Sud agissent, réagissent et prennent leur avenir en main dans le champ de leurs « possibles ».

Elles ont dès lors des choses intéressantes et mal connues à raconter et à écrire. L'échange de récits se fait entre les mondes francophone et hispanophone (Europe latine, Amérique latine et Afrique francophone). Les récits, qui sont toujours collectifs, présentent des réalisations concrètes.

Ces récits croisés remplissent un objectif d'éducation au développement car ils montrent les solidarités possibles, à partir de diagnostics similaires sur des situations comparables. L'échange de pratiques montre à la fois la « palette » de vécus différents, venus des réalités de chaque groupe social, de chaque pays, de chaque culture et la proximité de sentiments (joie ou peine), de faits et de démarches adoptées dans le but d'accroître l'autonomie des femmes.

Le réseau Palabras/as

Dans l'optique de la revue Palabras et de son regard croisé Sud/Nord, le Monde selon les femmes a coordonné de 2005 à 2007 un projet de sensibilisation de l'opinion publique européenne aux questions de développement. Le projet RAAC - Réseau d'action et d'apprentissage communautaire sur le genre - a été mis en œuvre en partenariat avec ACSUR-Las Segovias (Espagne), le CECYM (Argentine), le CONAFED (République Démocratique du Congo) et le GRAAL (Portugal). L'objectif général du projet était d'intégrer l'égalité de genre dans toutes les activités de sensibilisation, d'éducation au développement et de coopération internationale ainsi que dans les politiques mises en œuvre aux différents niveaux.

Cet objectif a été repris dans le programme financé par la DGCD pour 2008-2010, dont la publication Palabras est une des activités, visant une information de l'opinion publique au Nord et le renforcement de la visibilité et de la prise en compte des groupes de femmes dans le Sud.



Perrine, Christine et Françoise trois des cinq membres de la coopérative Scènes et fil

Contact

Scènes et fil
Rue Natalis, 7
4020 Liège - Belgique

Tél et fax + 32 4 343 78 36

Mail info@scenesetfil.be

Site web www.scenesetfil.be



Scènes et fil

(Belgique)

La naissance du groupe Scènes et fil

De début 2005 à décembre 2006, on a suivi une formation sur les techniques d'habillement pour les arts du spectacle, la fabrication de costumes, auprès des Femmes Prévoyantes Socialistes. Elles ont lancé cette nouvelle formation avec déjà dans l'idée de créer un atelier parce qu'il n'y en avait pas à Liège.

La formation a duré deux ans, à raison de 30 heures semaine. Il y en a qui sont partis, qui ne pouvaient pas se permettre de rester deux ans sans travailler, où à qui ça ne plaisait pas. A la fin, il n'y avait plus que nous 5 qui restions. Lancer l'atelier, c'était notre volonté, on aurait pu ne pas le faire ! Ce sont celles qui voulaient continuer, les motivées, qui l'ont fait.

En janvier 2007, on a lancé vraiment l'atelier Scènes et fil. La société coopérative, on l'a montée après, en février 2008, parce qu'il fallait faire un plan financier, voir la viabilité du projet. Pendant les années de formation, on ne demandait pas vraiment tous les coûts pour réaliser les costumes : vu que c'était une formation, nous on n'était pas rémunérées.

Le lancement de notre coopérative à finalité sociale

En janvier 2007 on a dû fixer les prix, le tarif horaire et le tarif en fonction des costumes, on a bien dû travailler un an avant de pouvoir évaluer tout cela et pendant cette année on a fait un plan financier et un plan d'affaires pour lancer la coopérative en janvier 2008. On n'a pas fait d'emprunt pour lancer notre coopérative. Le minimum nécessaire pour pouvoir créer la coopérative, c'est la Fédération des Mutualités socialistes et syndicales (FMSS) qui a mis des parts.

C'est une coopérative à finalité sociale, on est directement impliquées dans ce qu'on fait, même administrativement parlant. La finalité sociale nous ouvre plus de champs d'action. Cela nous permet de vraiment gérer notre activité nous-mêmes,



Créer... de l'emploi

d'éviter que cela nous échappe à un moment. La finalité sociale, le but est de réinvestir dans l'entreprise plutôt que de distribuer le bénéfice aux coopérateurs : cela ne représenterait pas grand chose ! Nous réinvestissons dans l'entreprise pour créer de l'emploi ou développer l'activité, ce qui est moins évident dans d'autres formes de sociétés ou de coopératives simples. Nous sommes aussi administratrices de notre entreprise, ce qui nous permet de gérer la trésorerie, la clientèle.

Toutes les personnes qui ont mis de l'argent dans la coopérative sont dans l'assemblée générale, qui réunit tout le monde une fois par an. Certains coopérateurs sont membres du conseil d'administration, qui se réunit tous les mois pour parler de nos nouveaux projets et de ce qui est en cours. Mais en termes de décisions, c'est nous qui faisons fonctionner l'atelier tous les jours. Perrine, qui travaille temps plein, fait tous les contacts et le secrétariat. Toute l'administration est faite par nous et on a un cahier de liaison qui nous met au courant. On a chacune nos activités ailleurs (boulot, cours) mais avec cela on est au courant de tout. Au final, on prend les décisions toutes ensemble. On fait des réunions d'équipe plutôt ponctuellement et il y a des jours où on est toutes là.

L'autre finalité sociale, inscrite dans nos statuts, c'est de valoriser tout ce qui se fait autour de l'artistique, des métiers du spectacle : le théâtre, le cinéma, la danse, le folklore, les musiciens. Tout ce qui requiert un costume de scène et même des particuliers qui veulent un costume pour une soirée ou des jeux de rôle.

Ce que la coopérative nous apporte

Pour l'instant on ne travaille pas toutes à temps plein ici : on suit toutes des cours en plus, couture, tailleur, tricot-machine ou d'autres boulots en plus sur le côté et on est rémunérées à la commande. Les charges administratives : trésorière, secrétaire, les contacts téléphoniques avec les clients, c'est obligatoire à faire mais on le fait à titre gratuit ; répercuter tous ces coûts sur les prix, ce n'est pas possible. On a commencé à 5, on savait que garantir d'office 5 emplois c'était impossible mais on espère d'ici 3 – 4 ans pouvoir garantir à toutes au moins un mi-temps ou un trois-quart temps.

On est fières quand les clients sont contents

On trouve notre rythme de roulement, pour les choses répétitives on commence à s'habituer alors qu'au début tout était nouveau, il fallait s'organiser, gérer tout cela à la fois, maintenant chacune sait plus ce qu'elle doit faire. Chacune a ses centres d'intérêt, cela élargit les horizons, on fait des choses différentes et on voit les choses de manière différente. Parfois on travaille à deux sur un costume, ou alors on se répartit la commande d'un théâtre entre nous, en fonction de la disponibilité de chacune, parfois on se relaie pour avoir fini à temps. On a parfois des rush de fin de production, on a des délais à respecter ! On tâche d'être équitable pour se répartir les réalisations.

On est fières quand les clients viennent nous dire qu'ils sont contents. On a fait des expos, on a mis en scène des costumes que l'on avait réalisés. Parfois cela a un impact, pas toujours directement. Les expos cela fait aussi partie de la valorisation du métier. On ne va pas là pour vendre, ce n'est pas possible vu le prix des costumes, on veut faire connaître notre savoir-faire. Et cela ne se limite pas à nous, on essaie de se mettre en lien avec d'autres métiers d'art : des armes en latex, des armures de cuir, des perruques... Les costumes doivent être faits sur commande, chaque pièce est unique c'est très cher : 600 à 1000 euros. On veut aussi mettre un stock de costumes en location à 50 euros, ce sera plus à la portée des gens.

Ce que Scènes et fil a changé dans nos vies

"Personnellement, j'ai plus confiance en moi, je suis plus libre, je n'ai plus de patron ! Ne plus devoir travailler pour quelqu'un, pour moi c'est important. Créer aussi, ce n'est pas donné dans tous les métiers non plus ».

« Plus de confiance en soi, c'est sûr, faire quelque chose qui me plaît ; c'était cela le plus important. La créativité, faire de la couture, cela me plaît ».

« Moi, c'est plus le travail en équipe que j'aime ; c'est une remise en question sur le travail que je fais, c'est plein de découvertes. J'ai déjà travaillé en équipe, pendant 5 ans dans une maison de repos, j'avais toujours une cheffe. Ici c'est un travail d'équipe on décide tout à 5, il n'y a pas « une qui décide et les autres qui agissent ». On doit mettre de l'eau dans son vin et puis aussi pouvoir soutenir ce qu'on dit, s'exprimer artistiquement parlant et dans ses idées. Il y a des choses que je n'aurais pas envisagé toute seule mais en travaillant avec d'autres on trouve des solutions qu'on n'aurait pas imaginée, il y a une énergie qu'on n'aurait pas toute seule ».

Il y a aussi le côté amitié : quand l'une n'est pas bien, on est toutes là pour régler les problèmes s'il y a quelque chose qui ne va pas.

Si on était indépendantes à faire des costumes, on serait toute seule pour gérer cela. Il y a une facilité à être 5 : dans notre métier, on ne fait pas toujours ce qu'on aime mais on fait ce pour quoi on est le plus apte, on va chercher à faire ce qu'on aime bien faire et où on est le plus doué. Comme c'est à tour de rôle, on fait moins souvent ce qu'on n'aime pas !

« On n'aurait pas osé si on avait été toute seule »

Plus de confiance en soi, cela se manifeste dans notre métier. On part de rien et on réalise quelque chose, on crée ! Et quand ce costume se trouve sur scène c'est gratifiant ! « Parfois je me dis que avant je n'aurais pas osé faire ce que je fais là, je me permets de faire des choses que je n'aurais pas faites avant ». On nous a dit que toute création d'entreprises part d'une situation insatisfaisante de départ, on a l'idée de dépasser ses limites et l'effet de groupe nous permet de nous dépasser. On n'aurait peut être jamais osé si on avait été toute seule.

Et puis, on peut aussi plus facilement dire non, ne pas se faire marcher sur les pieds, tenir tête et dire que cela ne marche pas comme cela. Quand il y a en une qui doute, les autres lui disent « mais non, on va pas travailler gratuitement » parce qu'il y a toujours des gens qui espèrent profiter. Savoir dire non, c'est une preuve de confiance en soi. « Souvent les gens disent oui en essayant d'être conciliants et quand j'arrive à dire non je suis fière de moi, j'ai respecté ce que je ressentais, ce que je ne voulais pas accepter à tout prix ».



Il y a une facilité à être cinq

Le futur

"Je voudrais qu'on s'amuse toujours à créer et qu'on aie de nouvelles commandes, de la diversité, des défis à relever, que les gens nous demandent des choses qu'on n'a jamais fait, que ce soit pas répétitif».

« J'aimerais aussi qu'on soit européennes, qu'on ait des contacts avec l'étranger pour avoir, avec d'autres cultures, d'autres façons de voir le spectacle. On pourrait avoir des échanges intéressants. On a démarché systématiquement dans toute la Wallonie et Bruxelles, mais on aimerait aussi démarcher en Europe ».



Créer la diversité

Si on arrive déjà à travailler à 5 et à être toutes dans la coopérative, ce sera bien ; si on grandit c'est qu'il y a des demandes. Pour créer nos emplois c'est encore difficile. Il y a des gens qui nous aident, qui nous ouvrent des portes et qui nous ont aiguillé vers la Fédération belge des coopératives, dont c'est le métier de nous aider. Car les coopératives c'est très peu connu. Administrativement, c'est nous qui expliquons parfois la loi à l'administration, qui devons lui dire que c'est légal, que « oui nous sommes nos propres patrons », mais parfois on a des doutes. Si on devait aller nous-mêmes chercher toutes ces informations et avoir confirmation que ce que l'on fait n'est pas illégal, ce serait difficile à gérer toutes seules. Il y a des moments où l'administration a tellement d'oeillères que l'on doit se débattre et heureusement qu'on a de l'aide.

Notre message à d'autres femmes

Au début, quand on crée son entreprise c'est lourd ; on a tout qui nous tombe sur le tête, il y a une impression de « ras le bol », on est découragées. On nous disait « il faut prendre un peu de recul », mais on ne pouvait pas. C'est souvent contraignant, mais au bout du compte quand la commande est partie, le spectacle est réussi, on peut repartir sur autre chose.

Quand on est épuisées il faut se poser la question de notre fonctionnement, comment faire pour ne plus être dépassées, il faut voir alors à prendre un peu de recul. L'avantage aussi c'est que en coopérative, on peut bien organiser notre travail. On est libres : du moment que le travail est prêt pour la date on peut organiser son travail comme on le veut, à chacune de gérer son temps, c'est bien.



Groupe de chikwangué



Groupe de maraîchères

Contact

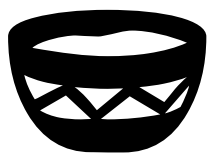
Groupe de chikwangué

Responsable : Godée Makuka
Yolo Sud - Commune de Kinsenso
Tél + 243 081 8146087

Groupe de maraîchères

Présidente : Yvonne Makembi
Avenue Mbandaka
Quartier Mbuku Mbanza Lemba -
Commune de Kinsenso
Tél + 243 0815186989

BP s/c IDEF BP 16 772
Kinshasa-Gombé - RDCongo
Mail s/c IDEF idef_org@yahoo.fr



Groupements de Kinsenso (RDCongo)

Les femmes fabriquant des chikwangues

Notre groupe est composé de femmes qui fabriquent des chikwangues (des pains de manioc), des beignets, des cakes. Nous avons adhéré au groupement dans le but d'aider nos maris qui la plupart ne travaillent pas. Le fait que nous parlions une même langue, que nous habitions le même quartier de Kinsenso, que nous faisons les mêmes activités, le fait que nous ayons les mêmes problèmes nous a poussé à nous regrouper, à nous rencontrer régulièrement et à être solidaires face à la précarité de la vie.

Le « groupe de chikwangue » est la mère de tous les autres, car il existe depuis près de dix ans. Avant de nous constituer en groupement formel, nous étions connues comme les femmes « *bipupula* », incapables de s'acheter un sac entier de manioc à 15 dollars et se contentant des poussières qui restaient lors du partage du manioc, nous revendions ces poussières ou les amenions à la maison pour les consommer. Grâce à l'action de l'ONG IDEF, nous nous sommes mises en groupe pour réaliser un travail plus payant, abandonner les activités aléatoires et ainsi subvenir aux besoins des familles.

Lutter contre la précarité de la vie

Nous luttons contre la précarité de la vie au moment où la plupart des hommes kinois ne travaillent plus. Le défi est celui de la capacité d'auto prise en charge par la femme et à travers elle la famille. Notre groupe fonctionne d'une façon décentralisée : chaque maman (*selon le langage du pays, toute femme en âge de procréer est appelée maman*) produit, vend et remet un pourcentage de 30% sur le bénéfice dans la caisse du groupe. Nous avons une même vision, nous sommes formées au genre et savons défendre nos intérêts. Nous avons été formées en gestion d'une petite affaire et à la longue, nous avons des intérêts communs qui constituent le ciment du groupe.

Notre groupe a commencé dès la création de l'ONG IDEF, nous avons commencé par la formation. Nos membres qui ne savaient ni lire ni écrire ont suivi les cours d'alphabétisation, car il est difficile de travailler efficacement, de mesurer si on ne sait pas lire. Et puis celles qui ne savaient pas lire étaient complexées face aux autres. En outre nous avons appris pas mal de chose, chacune selon sa compétence.

La solidarité reste la force de notre groupe

Nos activités doivent répondre aux besoins de notre communauté. Les membres sont impliqués dès la conception, l'analyse de projets. Les contacts sont réguliers par des réunions ; on y réfléchit sur les problèmes de notre communauté et sur la bonne marche du groupement, on partage les expériences et les savoir-faire. On aide aussi celles qui ont des problèmes. La solidarité reste la force de notre groupe. Le groupe a un comité de trois membres (une présidente, un vice présidente, une secrétaire trésorière) selon les statuts.

Nous échangeons régulièrement sur nos activités avec d'autres groupes au niveau local, et nous nous renforçons mutuellement. Par notre leadership au sein de notre communauté, nous y sommes devenues des modèles. Au niveau national, en tant que groupe, nous sommes visibles et nous participons activement à tout ce qui touche à la vie nationale voire internationale. Nous considérons les partenaires du Nord comme des interlocuteurs et pouvons discuter de nos projets ensemble alors qu'avant nous ne le pouvions même pas !

Les résultats sont palpables et visibles, les conditions de vie ont changé dans les familles de la plupart de nos membres. Elles nourrissent et scolarisent les enfants grâce à leurs activités au sein du groupe, elles ont amélioré leur condition de vie, savent lire et écrire. Leur apport constitue un soulagement pour la famille. Grâce aux échanges d'information et d'expériences, nous améliorons notre savoir-être et sommes valorisées. Nous participons valablement aux élections tant nationales que locales. Une de nos membres est même candidate aux élections communales !



Respectées et considérées comme partenaires

Les femmes, traitées auparavant comme des êtres inutiles et inférieurs par les hommes, sont désormais respectées et considérées comme partenaires capables de les épauler dans tous les aspects de la vie. Il y a encore des barrières, surtout sur le plan coutumier, mais avec le temps la situation va changer. Cette prise de conscience est remarquable auprès de nos jeunes filles qui petit à petit réalisent qu'il faut « renforcer leur savoir pour avoir le pouvoir plus tard » c'est ainsi que nous faisons en sorte que les filles aillent à l'école ou apprennent les activités qui vont les aider à se renforcer.

Avec les campagnes de formation et de sensibilisation, les femmes ont pris conscience de leur état et ont fait en sorte que la situation change. Le fait aussi d'être pourvoyeuses dans les ménages nous donne droit à la parole et nous fait acquérir le pouvoir au sein de la communauté. Ce qui nous bloque, ce sont les coutumes qui résistent aux changements actuels et qui mettent l'homme en position de force pour ne pas qu'il soit déconsidéré dans sa famille. Nous ne dépendons plus financièrement de l'homme à 100 %. Et aussi, nous connaissons nos droits pour ne pas être marginalisées et discriminées.

Dans l'avenir, nous souhaitons acheter une grande broyeuse pour alléger notre travail. Nous souhaitons une communauté où l'homme et la femme vivent en harmonie. Notre rêve est de devenir de grandes productrices de chikwangués jusqu'à exporter en dehors du pays.



Le droit à la parole

Le Groupement « Agriculture et Maraîchage »

Le Groupement des maraîchères de Kinsenso regroupe 30 membres dont 20 femmes et 10 hommes, chefs de ménage motivés par la grande rentabilité de ce secteur à Kinshasa et par le souci de renforcer notre capacité en tant que femmes et hommes d'abord, et en tant que entrepreneurs ensuite. Nous nous organisons pour avoir la terre dans les bas-fonds, chercher le matériel agricole et, grâce aux formations reçues et après acquisitions des intrants, entreprendre cette activité qui est suffisamment lucrative.

Notre groupe a été créé suite à la crise économique et sociale des années 1990 : ajustement structurel et pillages ont réduit la plupart des hommes congolais au chômage. Cette situation a été aggravée par les longues années de guerres qui ont poussé la population des zones rurales à venir s'implanter dans les périphéries de Kinshasa. Beaucoup d'hommes n'ayant pas de travail, la charge de familles incombe aux femmes. Face à cette situation, inattendue pour elles, les femmes ont senti le besoin de s'organiser, chercher un lopin de terre et demander ou emprunter les outils et semences auprès des voisines et autres relations pour commencer une activité de maraîchage.

Avec IDEF, nous avons été sensibilisées sur notre capacité à pouvoir jouer un rôle de premier rang dans nos familles grâce à notre apport. Nous avons bénéficié des formations et nous avons ainsi amélioré les techniques agricoles, que nous possédions encore du village ! Nous avons été encouragées par le bon prix des produits agricoles sur le marché car une partie de nos récoltes était consommée et l'autre était vendue sur le marché. Dans notre groupe, la participation est garantie par notre implication aux activités du groupement, les rôles que nous jouons et les mécanismes de prise de parole, les réunions régulières d'échanges d'expériences dans le champ école et le champ communautaire, l'apport tant financier que moral, ainsi que les cotisations.

Notre groupe s'organise autour de la lutte contre la précarité et l'exclusion économique et sociale. Etant donné que nous sommes majoritairement des femmes, un des problèmes qui se pose est l'accès à la terre : dans les vallées que nous exploitons, **la terre appartient soit aux chefs de familles soit aux chefs coutumiers, le plus souvent des hommes, qui préfèrent traiter cette « affaire » avec les hommes...**



Pour avoir une portion de terre, soit vous louez auprès des ces derniers à plus de 20 dollars par plate bande (30m sur 20m) et par saison, soit vous passez par un autre homme (oncle, mari, frère). Mais avec les échanges, avec les formations et les conscientisations, nous traitons nous-mêmes ces problèmes et parvenons à avoir des portions de terre à un prix favorable. Quant aux outils, nous bénéficions de l'appui de l'ONG, et pour les intrants, nous avons une caisse au sein du groupement.

La terre appartient aux chefs de familles

Nous entretenons des rapports harmonieux avec les autres groupes dans le cadre de la mise en commun des expériences au niveau local. Par l'intermédiaire de l'ONG IDEF, nous bénéficions des formations sur le développement durable, sur les droits de la femme, sur la transformation des produits locaux et leur mise en valeur, sur la protection du sol, sur les innovations en agriculture. A ce jour, nous représentons les femmes maraîchères au niveau de la commune de Kinsenso.

Plus de pouvoir de gérer nos avoirs !

Les conséquences du fait que nous appartenons au groupe et à l'association sont l'épanouissement personnel de chacune sur le plan social, culturel et surtout économique du fait que nous avons plus de pouvoir et surtout celui de gérer nos avoirs.

Dans notre vie à chacune nous avons une meilleure considération de la part du mari, du frère, du voisin. Pour les mariées, on est considérée du fait qu'on contribue au budget du ménage et on est consultée même par la famille élargie ; il y a respect mutuel entre les conjoints et avec la communauté. On est considérée et respectée : le fait que nous soyons sensibilisées sur nos droits a permis que nous puissions prendre la parole et ainsi nous valoriser. La maîtrise de notre travail nous permet d'être des interlocutrices valables des hommes. Les obstacles sont culturels « les femmes ne parlent pas devant les hommes » ou « les maris, frères et parents veulent contrôler ce que nous gagnons » ; parfois sociaux, dû à notre illettrisme « nous ne savons ni lire ni écrire » ; économiques aussi : pour accéder à la terre, avoir des outils appropriés, une main d'œuvre pour nous épauler dans les champs et une bonne connaissance en technique culturale pour produire plus.



Nous avons une meilleure considération

Notre projet d'avenir est de devenir propriétaires d'une grande étendue de terre cultivable, avoir une main d'œuvre pour produire plus et vendre plus. Parmi nous il y a celles qui ont des ambitions politiques au niveau local. Notre rêve, c'est de vivre dans une société où règne l'harmonie entre hommes et femmes, le bien être.



Ulala livre ses tissages aux Etats Unis

Contact

Susy Eugenia Tito Achacollo - Presidenta Ulala
S/c Tatiana Collazos.
calle Adela Zamudio n°1510
BP 2916
Zona Cala Cala – Cochabamba
Bolivie

Tél +591 71783333
Mail textiles@ulalabolivia.com
Site web www.iffi.com.bo



Ulala

(Bolivie)

S'épanouir malgré l'adversité

Notre groupe est composé de femmes qui tissent, nous sommes des artisanes, combattives et entreprenantes. Nous recherchons des revenus par le travail afin d'aider nos familles. La plupart d'entre nous ont intégré le groupe car elles aiment tisser. Certaines d'entre nous savaient déjà tisser à la main avant, ensuite nous avons appris à tisser à la machine, et nous nous sommes aperçues que ça allait plus vite et que nous pouvions produire plus. Nous aimons travailler ensemble : en groupe, on partage, on réfléchit en tant que groupe, on se soutient les unes les autres, on peut nouer des contacts, trouver des débouchés ; seules, c'est plus difficile. Ce qui nous a aussi motivé dans le groupe, c'est de pouvoir gagner de l'argent pour nos familles, apprendre, nous former, travailler à la maison tout en pouvant nous occuper de nos enfants et de la maison. En plus, l'atelier n'est pas loin, c'est dans notre quartier. Nous nous distinguons par nos tissages, la qualité de nos produits, les beaux dessins. Le nom du groupe, **ULALA**, désigne la fleur de cactus qui fleurit même en milieu aride : nous aussi, nous nous épanouissons malgré l'adversité. Nous luttons pour avancer, en travaillant ensemble.

Nous former et exporter nos produits

Nous groupe est né à l'initiative de l'IFFI (Instituto de Formación Femenina Integral – Institut de formation globale pour les femmes) ; on nous a proposé de former un groupe pour tisser et vendre les tissus, continuer à nous former et exporter les produits, et ainsi acquérir des revenus. La première invitation a été lancée le 5 juillet 2006. Avec un groupe de 10 personnes, nous avons envoyé notre première petite commande en décembre de la même année. Nous avons dû améliorer la qualité, s'efforcer de réussir... Un jour, alors que le groupe ne comptait que 7 personnes, nous avons dû nous lever tôt pour livrer une commande, nos enfants dormaient sous les tables à repasser. Cette année-là, il n'y avait pas de travail, c'était difficile d'en trouver et de gagner de l'argent, le pays connaissait pas mal de problèmes aussi.

Nous produisons chez nous

Tout le monde prend part au groupe de manière démocratique. On se réunit quand il faut prendre des décisions et prévoir les activités, chacune apporte quelque chose et donne son avis. Il y a un conseil d'administration, mais nous n'avons pas encore de statut juridique. La production se fait chez nous, et quand il le faut, à l'atelier, ça nous laisse la possibilité de nous occuper de nos enfants. Notre groupe s'articule autour du travail, de la réalisation des commandes afin de générer les revenus qui nous permettent de faire vivre nos familles. Pour ça, on doit s'organiser tant au sein du groupe que chez soi, on doit consacrer plus d'heures à travailler, se lever plus tôt et se coucher plus tard.

Nous sommes égaux qu'est ce qu'il nous manque ?

Au niveau local, notre groupe a des contacts principalement avec l'IFFI et aussi d'autres organisations d'artisanat avec lesquelles nous participons à des foires. Nous avons des contacts avec des personnes intéressées par le commerce de nos produits. Via l'IFFI, nous sommes aussi en relation avec les pouvoirs communaux et avec le PSI (Pont de solidarité internationale). Au niveau national, nous sommes en lien avec d'autres groupes et associations de producteurs dans différents secteurs, avec Promueve Bolivia (Promouvoir la Bolivie) grâce à qui nous participons à des activités internationales telle que la foire ART MUNDI (Brasilia) et COMERQUITO (Equateur). Au niveau international, nous avons un client aux Etats-Unis, qui vient nous voir une à deux fois par an, nous avons des contacts avec des belges et en Suisse.

On a l'impression qu'au Nord, les choses sont mieux organisées, que la situation économique est meilleure que dans le Sud. Si ceux du Nord sont plus puissants, c'est parce qu'ils prennent des choses du Sud, ils les améliorent et puis, ils les revendent ici plus cher. Est-ce qu'on arrivera à être comme eux ? Physiquement, nous sommes égaux... qu'est-ce qu'il nous manque ? Nous, on peut chercher les clients, et eux ils peuvent être nos acheteurs.



*Ils prennent des choses du Sud
et les revendent ici plus cher*

La connaissance : personne ne peut nous l'enlever

Fonctionner en groupe, ça permet de gagner des revenus grâce à la vente de produits, de participer à différentes activités, telles que les foires. Ça nous permet d'améliorer la qualité, les dessins, d'augmenter nos contacts et nos possibilités d'avoir d'autres clients. Au niveau personnel, chacune tire également profit du fait de fonctionner en groupe : on perçoit des revenus pour nos familles, bien que ce soit encore irrégulier, on améliore notre travail grâce aux formations, on augmente nos connaissances (c'est quelque chose que personne ne peut nous enlever), on sent le bien fondé et le soutien du groupe, on surpasse notre timidité, on ose parler.

Pour nous-mêmes et nos familles

Les changements de rapport entre hommes et femmes sont visibles chez nous. Au début, la plupart des maris ne nous soutenaient pas dans notre travail. Une fois qu'on a commencé à rapporter de l'argent, là, ils n'ont plus rien dit... A présent, il y en a qui nous laissent travailler, d'autres qui nous aident, certains préparent même à manger pour la famille ! Socialement, ce changement se ressent au niveau familial, avec les enfants. Eux aussi nous aident maintenant, vu que "la maman" n'est plus là tout le temps à ne s'occuper que de la maison. Ils voient qu'hommes et femmes peuvent se soutenir et partager les responsabilités et les tâches de la maison.

Ce qui a rendu les choses plus faciles, c'est le fait de ramener de l'argent à la maison, le fait d'avoir produit un revenu, le fait d'avoir appris des choses, tout cela a fait que nos maris nous estiment plus. Nous-mêmes nous sentons valorisées et on sent qu'on peut faire quelque chose pour nous-mêmes et nos familles. Nous avons maintenant la possibilité de travailler et si, pour une raison ou une autre, le groupe ne devait plus exister, on pourrait travailler seule grâce au tissage. Ce qui a freiné ce changement, c'est au départ le manque de soutien de la plupart de nos maris, les responsabilités familiales et les soins à nos enfants.

Evoluer dans notre métier d'artisans

Notre groupe aimerait s'élargir, s'agrandir, dépasser les frontières. Nous aimerions que la société reconnaisse le travail artisanal. A un niveau personnel, nous voulons que nos enfants héritent de notre travail, de notre entreprise, qu'ils continuent à la faire exister. Pour ça, nous devons continuer à nous former et à nous investir davantage, à évoluer aussi bien personnellement que dans notre métier d'artisans.



Des représentantes des différents groupes APROVAL

Contact

Saphiétou Diagne
Arafat 2 - Rufisque
S/c ENDA GRAF SAHEL Grand Yoff Cité Millionnaire
BP 13069 Dakar
Sénégal

Tél + 33 836 66 48 / 77 451 07 57

Mail d.saphietou10@yahoo.fr



Bokk Xalaat

(Sénégal)

De la restauration de rue à l'unité de transformation des céréales locales

Bokk Xalaat, qui signifie littéralement « Partager la même vision », est un groupement né à partir des activités du programme de promotion des céréales locales (PPCL) dont nous avons été bénéficiaires durant trois ans (1996-1999) en tant que femmes actives dans la valorisation des produits locaux : la transformation des céréales locales (mil, maïs, sorgho) et la restauration de rue avec comme spécialités les plats à base de céréales locales.

Nous avons constaté l'amélioration de nos conditions de vie grâce aux formations reçues et surtout à l'effet de groupe. Avant cette formation sur les techniques de transformation de céréales locales, nous avons débuté, dans un local prêté par une de nos membres, l'activité collective de roulage pour la production de couscous et de granulés de mil destinés à la préparation de bouillies (*lakh, fonde*), des plats qui sont vendus le matin au petit déjeuner ou au dîner.

Nous avons décidé en 2000 de créer notre groupement d'intérêt économique (GIE) pour consolider les acquis du programme mais aussi surtout promouvoir l'entrepreneuriat féminin.

L'entrepreneuriat féminin au service du « consommer local »

Notre groupe est composé de vingt femmes jadis restauratrices de rue, issues de milieux différents et d'âges variés (entre 30 et 50 ans). Nous habitons toutes dans le même quartier. Nos membres sont en majorité des femmes chefs de ménage avec en charge des enfants, la plupart sont veuves, divorcées ou avec des maris au chômage. **Nous sommes surtout animées d'une volonté ferme de réussir le défi du consommer local.**

Pour débiter notre groupe, nous avons voulu compter sur nos propres moyens afin de susciter l'implication de chacune en fixant de façon participative une adhésion sociale de 2.000 f par femme et une cotisation mensuelle de 500 f par mois. L'argent collecté est ainsi utilisé pour l'achat de matières premières (mil, maïs et *niébé*, une légumineuse proche du haricot). Après quelques mois de travail collectif, nous avons mis sur pied notre unité de transformation de céréales locales.

Des décisions prises par consensus

Au sein de notre groupe tous les membres ont les mêmes droits et devoirs. Des réunions de coordination sont organisées tous les quinze jours pour faire le suivi-évaluation des activités du groupe. Avec l'approche participative, chacune a la possibilité de donner son point de vue et toutes les décisions ayant trait à la gestion du groupe sont prises par consensus et rarement par vote ce qui a beaucoup influé sur la démocratie au sein du groupe et sur sa cohésion.

Pour le bon fonctionnement du groupe, nous avons élaboré un règlement intérieur qui a été validé par les membres fondatrices. Pour être intégrées, les nouvelles adhérentes doivent accepter notre règlement intérieur, payer une adhésion (5000 Fcfa) et avoir un minimum de savoir faire sur la technique de transformation des céréales locales.

Le groupe est bien structuré avec un bureau composé d'une présidente, d'une vice-présidente, d'une secrétaire générale qui joue aussi le rôle de gérante de l'unité de transformation, d'une secrétaire adjointe, d'une trésorière générale, d'une trésorière adjointe qui assure le rôle de caissière. Une animatrice de ENDA GRAF nous accompagne pour l'appui conseil et le suivi des activités.

Nous avons mis en place trois commissions :

- une commission **Approvisionnement** qui s'occupe de l'achat des matières premières (mil, maïs et *niébé*) et des emballages
- une commission **Commercialisation** pour l'écoulement des produits transformés
- une commission **Organisation** pour les activités de mobilisations sociales du GIE.



*La transformation
des céréales*

Au sein du groupe, chaque femme est informée de ce qui se passe, contrairement aux autres groupes de femmes où les responsables n'ont même pas le courage de porter de beaux habits de peur d'être accusées de détournement !

Lutter contre la pauvreté en transformant des céréales locales

Notre groupe s'est engagé, dès sa création, à lutter contre la pauvreté par la valorisation des produits locaux. Nous voulons favoriser l'emploi féminin par le biais de la transformation des céréales locales. Ainsi le groupe s'active autour de :

- la transformation des céréales locales
- la restauration à base de céréales locales
- la récupération nutritionnelle des enfants.

La transformation des céréales locales

Nous transformons le mil, le maïs et le *niébé* en produits finis et semi-finis : couscous de mil (farine de mil roulée cuite à la vapeur), *thiackry* (plus gros que le couscous), *araw* (farine de mil roulée non cuite, *sankal*, (brisures de mil, de maïs ou de *niébé*), farine de *niébé*... Ces différents produits sont conditionnés dans des emballages en plastiques imprimés avec le logo de notre groupe.

Au début de notre activité en 2000, notre production était de 50 kg par jour, avec un revenu inférieur à 500 Fcfa par femme et par jour. Actuellement, l'unité produit 300 kg par jour et procure des revenus journaliers variant entre 1.500 et 2.000 Fcfa par femme. Cela a contribué à l'amélioration des conditions de vie des femmes membres et même des femmes du quartier car en période de forte production, lors des grandes fêtes, le groupe recrute des femmes du quartier qui sont payées par jour à raison de 1.000 Fcfa.

La restauration à base de céréales locales

Le groupe a accumulé une grande expérience dans le cadre de la restauration. Chaque jour, nos membres utilisent les produits venant de notre unité de transformation pour confectionner des plats à base de céréales locales. Ceux-ci sont vendus aux jeunes qui n'ont pas la possibilité de manger à leur domicile mais aussi à certaines ménagères qui n'ont pas les moyens de préparer le repas.

La récupération nutritionnelle des enfants

Cette activité de renforcement nutritionnel est réalisée sous deux formes :

- la production de farines enrichies
- la réalisation de démonstrations culinaires aux jeunes mamans.

Pour ce volet, le groupe a bénéficié d'un certain nombre de formations notamment sur les techniques de fabrication de farines enrichies, sur les normes de production de farines pour enfants et surtout sur la nutrition. Le groupe a aussi appris à diversifier les recettes. Ces sessions ont permis une meilleure intégration des produits

locaux dans les menus. Le groupe a pris l'initiative de vulgariser ces savoirs accumulés auprès des jeunes mamans du quartier qui souvent en milieu urbain n'ont pas le temps de préparer certaines recettes. Actuellement le groupe collabore avec divers centres de récupérations nutritionnels pour les enfants de la localité.

S'impliquer dans le développement local

Au **niveau local**, le groupe est membre du comité de développement local de Rufisque qui regroupe tous les acteurs de développement de la ville (environ 200 organisations communautaires de base). Notre groupe est considéré comme acteur incontournable dans le développement local et à cet effet il participe aux réunions organisées par la préfecture pour discuter des activités de développement comme la préparation au niveau local de la participation à des manifestations comme la Foire Internationale de Dakar. Bokk Xalaat est membre des réseaux *Dooleel Jigeen* et ASFED qui sont des réseaux de femmes.

Le groupe joue un rôle de leadership dans la promotion des produits locaux et pour ce faire il reçoit très souvent des stagiaires, des hôtes de la ville etc. Compte tenu de notre contribution dans le développement local de la ville, nos membres sont également sollicités pour la formation d'autres femmes sur les techniques de transformation de céréales locales.

Au niveau national, Bokk Xalaat est membre fondateur du réseau APROVAL (association des professionnelles pour la valorisation des produits locaux), une initiative créée en 2000 par 10 groupes de femmes artisanes actives dans le domaine de la transformation des céréales locales et des fruits et légumes. Actuellement APROVAL compte 15 structures, 15 micros entreprises de transformation de produits locaux avec un total de 300 membres. Ceci nous montre combien l'exemple de Bokk Xalaat a fait tâche d'huile, favorisant ainsi la promotion de l'entrepreneuriat féminin par le biais de la valorisation des produits locaux. Il faut dire que Bokk Xalaat est présent au sein des instances de décisions au niveau local et participe aux instances de décisions de la filière agroalimentaire. Le groupe participe également au cadre de concertation pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin.

Au niveau international, le groupe n'a pas de relation avec d'autres groupes sinon par le biais des ONG qui nous accompagnent comme exemple le Fonds André Ryckmans en Belgique. Pour nous les relations entre le Nord et le Sud sont incontournables pour le développement durable de nos pays du Sud ; cependant elles doivent se baser sur le respect mutuel, sur les échanges d'expériences.

Des femmes primées dans l'agroalimentaire

Depuis sa création en 2000 Bokk Xalaat se bat pour occuper une place importante dans le secteur de l'agroalimentaire. L'accent a été mis dès le début sur la reconnaissance juridique pour devenir ainsi un GIE. Cela nous a permis de nouer de partenariat avec différentes structures et projets (ENDA GRAF, l'Institut de Technologie Alimentaire, le Projet d'Appui aux Opérateurs de l'Agroalimentaire), d'accéder à certains financements pour le fonds de roulement et l'équipement, d'obtenir un matériel adapté à la transformation des céréales locale, de renforcer notre capacité de production et accroître les revenus de nos membres.

Actuellement notre équipement, évalué à plus de 30 millions de Fcfa, nous permet de faire un chiffre d'affaire annuel de plus de 35 millions de Fcfa et il faut dire que notre groupe fait partie des rares micro-entreprises à disposer d'équipement moderne de transformation (épierreur, démotteur). Ces équipements contribuent à l'amélioration de la qualité de nos produits mais surtout à l'allègement de notre travail et à la réduction du temps de travail.

L'activité du GIE est finalement devenu un véritable outil de génération de revenus avec 20 emplois permanents pour les membres, dont le revenu mensuel s'élève entre 30.000 Fcfa et 35.000 Fcfa pour 15 jours de travail et 10 emplois temporaires à raison de 1.000 Fcfa par jour de travail pour des femmes recrutées parmi celles en situation difficile dans notre quartier et les quartiers environnants.



Depuis sa création, le GIE a reçu plusieurs prix

- le Prix Qualité Union Européenne PPCL ENDA GRAF en 2000
- le Grand Prix Chef de l'Etat pour la Promotion de la Femme éditions 2001, 2002 et 2004
- le Prix du Concours Culinaire sur le consommer local de la Foire internationale de l'Agriculture et des Ressources animales (FIARA) en 2003, 2005... et 2008 !

Les effets de notre GIE sur les femmes sont très positifs et ont un impact social, économique et politique sur la vie de chacune de nous. Selon la présidente :

« grâce aux activités que nous menons, nous avons changé de statut social avec une grande considération de la part des populations qui au départ de nos activités se moquaient de nous en disant que cela n'allait pas marcher ».

Actuellement toutes les femmes viennent nous voir pour se former pour mettre en place une unité de transformation de céréales locales !

Au début de l'activité, nous ne gagnions pas grand-chose. Cela avait même occasionné un abandon de beaucoup des femmes qui étaient motivées par la recherche de profits. Les débuts ont été assez difficiles et sans l'engagement des membres, l'activité de transformation n'aurait pas survécu. Notre activité nous permet de gagner des revenus variant entre 25 000 et 35 000 Fcfa par mois et **avec ce revenu nous prenons en charges nos problèmes personnels et aussi ceux de nos enfants.**

« Moi avec mon salaire je complète ma dépense quotidienne car mon mari est à la retraite et je prends en charge mes problèmes personnels ce qui me rend indépendante. Pendant les fêtes religieuses j'achète les habits pour la famille et même pour mon mari ! » (Aïda Diallo).

Au sein du groupe nous sommes parvenues à construire une solidarité qui se manifeste par une épargne solidaire destinée à la prise en charge des fournitures scolaires à la rentrée, une façon pour nous de contribuer à la scolarisation de nos enfants surtout des filles qui souvent quittent tôt les établissements scolaires par manque de moyens.

Une autre chaîne de solidarité est aussi instaurée par notre groupe pour **la prise en charge des problèmes familiaux.**

« Il est fréquent actuellement de recevoir des femmes victimes de violences conjugales ou familiales qui sont orientées vers nous. Dans ce genre de situation, nous essayons de mettre en confiance la personne en l'intégrant dans le groupe des temporaires » (A. Seye).

Par conséquent nous pouvons affirmer sans ambages que notre activité a beaucoup d'effets positifs sur notre vie, sur celle de nos famille et mêmes sur celle de notre communauté toute entière. Récemment, la crise alimentaire que traverse notre pays, n'a pas causé de problème pour l'alimentation de nos familles car elles étaient déjà habituées au consommer local et nous avons utilisé nos produits comme alternative au riz importé. Cette crise a eu même un effet positif sur notre activité car les ménages faisaient beaucoup plus recours à nos services pour l'alimentation de leurs familles.

Notre mot à dire dans la gestion de nos familles

Notre activité de transformation de céréales locales nous a permis d'acquérir une certaine reconnaissance aussi bien au sein de la famille qu'au niveau de notre communauté.

Au début nous n'avions pas un mot à dire dans la gestion de nos familles. Grâce à notre activité, nous avons pris conscience de l'importance de la scolarisation des filles et nous avons procédé à une sensibilisation au sein de nos familles. Nous collaborons étroitement avec l'école primaire du quartier pour l'inscription des enfants, surtout des filles, à l'école. Ce partenariat avec l'école nous a permis d'intégrer le bureau des parents d'élèves, facilitant ainsi notre implication dans la gestion de l'école au même titre que les hommes. Ceux-ci ont aujourd'hui une certaine estime vis-à-vis de notre groupe à travers notre combat pour le consommé local.

Sur le plan économique, nous aidons nos maris à la prise en charge des besoins de la famille en complétant la dépense quotidienne et nous utilisons le couscous pour remplacer le riz le soir. Nous faisons face à nos besoins personnels et ceux de nos enfants ce qui a permis une autonomisation et une meilleure implication à la gestion de nos familles. Aujourd'hui nos maris nous consultent sur toutes les décisions concernant la famille.

La relève à nos enfants

Compte tenu de notre engagement à relever le défi du consommé local nous souhaitons renforcer nos capacités d'intervention dans le secteur de l'agroalimentaire par un projet de construction d'une grande entreprise de produits locaux (céréales locales, fruits et légumes) qui contribuerait d'une façon efficace à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté.

Notre rêve est de disposer de notre propre maison qui va abriter l'activité de transformation de céréales locales et les autres activités annexes et donner la relève à nos enfants pour continuer notre combat si noble.



Construire une solidarité

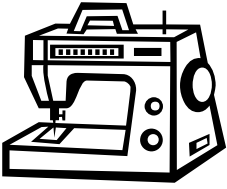


L'atelier Cost Veintidos

Contact

Wilde
Province de Buenos Aires - Argentine

Tél XXX
Mail XXX



Cost Veintidos

(Argentine)

Une machine à coudre pour notre licenciement !

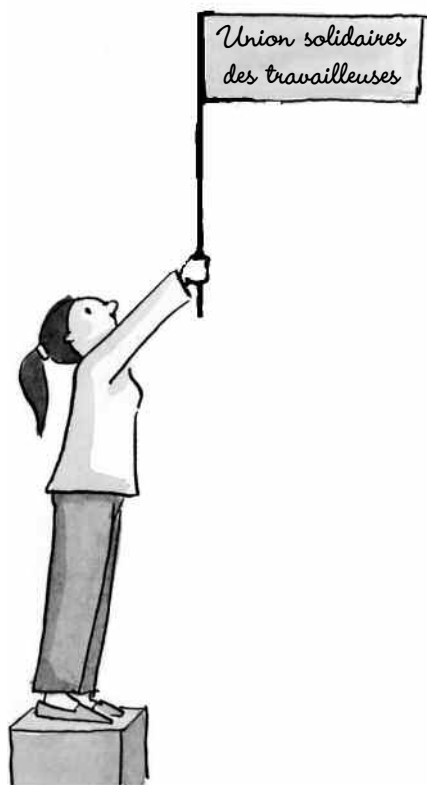
Nous sommes un groupe de travail qui s'est créé il y a deux ans suite à la perte de nos emplois. Ce groupe est composé de cinq femmes. Au lieu des compensations normalement prévues pour les licenciements, l'entreprise où nous travaillions nous a donné à chacune une machine à coudre. L'entreprise avait pourtant plutôt bien surmonté la crise de 2001 mais elle a fermé du jour au lendemain sans aucune explication ni aucun avertissement préalable et nous avons toutes perdu notre emploi.

Nous avons d'abord commencé à travailler chacune à notre propre compte. Ensuite, nous avons eu la possibilité de travailler ensemble grâce à l'une d'entre nous à qui une entreprise a proposé de réaliser des marchandises en plus grande quantité. Nous nous sommes réunies et après en avoir discuté, nous avons décidé de commencer à travailler chez l'une d'entre nous qui disposait d'un espace suffisamment grand. Et voilà comment nous avons commencé à aménager le lieu et comment nous avons créé notre atelier de fabrication d'accessoires et de vêtements en cuir pour moto.

Puis est venue l'idée de commencer à fabriquer et vendre nos propres marchandises. Etant donné que dans notre ancien atelier, nous fabriquions des t-shirts de sport, nous avons décidé d'acheter différents modèles et de fabriquer des t-shirts pour les vendre. Pour des raisons financières, on ne peut produire ces marchandises qu'en petite quantité et pour le moment, nous n'avons pas encore les moyens nécessaires pour développer davantage ce secteur, c'est un de nos prochains objectifs.

La banque solidaire

Plus tard, nous avons appris qu'il existait dans le quartier une banque solidaire (*la petite banque solidaire de la bonne foi*). Nous avons pris contact avec les coordinatrices et grâce à cette banque, nous avons pu obtenir un prêt pour deux machines supplémentaires. C'est aussi comme ça que nous avons pu



accéder à l'impôt social à taux unique, ce qui nous a permis d'avoir un statut de société, un accès à la pension. Dès lors, nous pouvions aussi facturer les travaux réalisés, ce qui nous permettait d'avoir des commandes plus chères et en plus grande quantité.

Grâce à la banque, nous avons appris ce qu'était l'engagement communautaire. Nous avons contribué à l'organisation et la promotion des activités et des journées solidaires de la banque. Nous avons par exemple fabriqué des rideaux pour les réfectoires communs ou les drapeaux de la banque pour la coopérative Union solidaire des Travailleurs (UTS), une des entreprises du pays qui a été rachetée par ses travailleurs/euses. C'est aussi l'occasion pour nous de participer aux formations proposées au cours de ces journées. Les thèmes abordés sont souvent l'histoire de l'Argentine ou l'organisation et les droits des citoyens.

Comme patronnes, assumer de nouvelles tâches

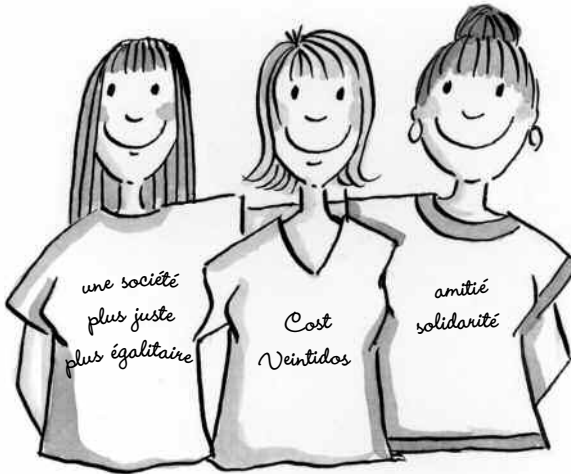
La difficulté de cette nouvelle expérience professionnelle n'a pas été de trouver la source du travail mais de mettre en route des tâches qu'auparavant nous ne devions pas assumer vu que nous n'étions pas les patronnes. Nous avons dû apprendre à fabriquer des nouveaux habits avec d'autres modèles, à organiser notre système de travail et à prendre des décisions en groupe.

En plus de cela, nous avons mis en place une épargne sur laquelle nous versons chaque semaine une somme fixe. Ainsi, si l'une d'entre nous a le moindre problème, nous avons la certitude d'avoir de l'argent quand nous en avons le plus besoin. Celle qui utilise cette épargne en restitue la somme quand elle n'est plus dans le besoin. Nous avons réparti le travail en fonction des capacités de chacune. Nous avons toutes les mêmes droits et obligations, mais nous fonctionnons toujours sur base d'une solidarité de groupe. Les bénéfices sont distribués équitablement entre chacune.

Plus de valeur à notre travail et à nos acquis

Aujourd'hui, notre groupe est plus uni et plus fort, beaucoup d'entre nous sont cheffes de famille et la vie de chacune s'est améliorée. Pour nous, au-delà des nouvelles responsabilités, le travail n'est plus une source de pression ni un facteur qui influence notre moral. En regardant en arrière, nous voyons qu'aujourd'hui, nous accordons plus de valeur à notre travail et à tout ce que nous avons acquis jusqu'à présent. Nous nous sentons mieux dans ce nouvel environnement professionnel et cette situation a des conséquences dans nos foyers : le dialogue et la vie en commun sont plus faciles, sans parler du fait que notre situation économique s'est améliorée si l'on compare nos salaires avec ceux que l'on percevait dans l'ancienne entreprise.

Notre principal objectif au moment de constituer un groupe était de trouver une solution professionnelle sûre. A présent, le temps a passé et c'est une profonde amitié qui nous lie. A l'avenir, nous voulons obtenir un statut juridique pour nous établir en coopérative, agrandir notre atelier, fabriquer nos propres marchandises pour les commercialiser. Nous avons également un objectif social : construire une société plus juste et plus égalitaire.



Nous fabriquons des t-shirts...



Fundación Mujeres appuie la création d'entreprise féminine

Contact

Paz Ulloa Unanue
Coordinatrice du département Emploi/Entreprise
Fundación Mujeres
Calle Francisco de Rojas, 2, 1^ogauche
28010 Madrid - Espagne

Tél + 91-591 24 20

Mail generoempresas@fundacionmujeres.es

Site web www.fundacionmujeres.es



Fundación Mujeres (Espagne)

Fundación Mujeres (Fondation Femmes) est une ONG dont l'objectif est de mettre en œuvre des projets d'intervention dans les différents domaines de participation sociale, politique, économique et culturelle, et cela afin que l'égalité des chances entre hommes et femmes soit effectivement une réalité. Depuis 1994, nous développons avec succès des formes d'intervention dans différents domaines, pour la société en général et pour chacune des institutions et organismes publics et privés qui la composent. Pour y parvenir, il faut être créatif et changer les manières de faire traditionnelles. **Un des axes de notre action est le développement de programmes pour renforcer la présence sociale des femmes sur le marché du travail et une des actions de soutien aux femmes se fait via la création d'entreprises.**

Des femmes qui veulent développer leurs projets

Il y a de plus en plus de femmes qui veulent créer des entreprises mais le nombre d'entreprises créées par des femmes reste considérablement inférieur à celles créées par des hommes. Les progrès législatifs et sociaux en matière d'égalité des chances entre hommes et femmes n'ont pas éliminé les obstacles que rencontrent aujourd'hui encore celles qui veulent développer leurs projets.

Ces obstacles sont liés à la position que les femmes ont traditionnellement occupé dans la société, reléguées à la sphère domestique, peu présentes sur le marché du travail et encore moins dans le réseau entrepreneurial. Les obstacles que l'on identifie sont les suivants :

Le contexte social : la prédominance des stéréotypes sexistes (ceux-ci relèguent les femmes à certains secteurs et les excluent d'autres), le manque de visibilité et de références féminines dans le monde entrepreneurial, le manque de soutien de l'entourage social et familial qui voit une telle initiative avec scepticisme et méfiance vu le changement de rôle que cela implique.

Les entrepreneuses elles-mêmes : l'insécurité, le manque de confiance, la peur de l'échec étant donné le compromis familial important qui en découle, une grande prudence face aux dettes à contracter, ainsi que toutes les difficultés pour concilier vie familiale, personnelle et professionnelle.

Le réseau entrepreneurial et les institutions qui œuvrent dans ce domaine : la méfiance envers les entreprises de femmes qui doivent se développer dans un espace masculinisé (les fournisseurs, les organismes bancaires), l'inégalité de traitement dans l'octroi de crédits et la méfiance à l'égard des projets sans présence masculine.

Encourager les entrepreneuses...

Via la mise en place d'un **service global** pour accompagner et soutenir la construction d'entreprises viables, durables et avec des perspectives d'avenir. C'est pour cela que d'une part, nous développons des activités destinées à résoudre les problèmes que rencontrent nos utilisatrices et d'autre part, nous les encourageons comme entrepreneuses.

Nous utilisons notre propre méthodologie de soutien et de conseil en favorisant **la prise en main** active des participantes, en offrant un service personnalisé à leur projet ou initiative commerciale. Celle-ci se fonde essentiellement sur :

- la motivation permanente et le renforcement : renforcer leur esprit d'entreprise et leur décision de lancer un projet entrepreneurial ;
- les formations en création et en gestion d'entreprise, les techniques de négociation, la gestion administrative et la communication envers le public, des cours en ligne ;
- l'accompagnement personnalisé (tutorat) durant tout le processus pour que les femmes définissent leurs projets de manière techniquement exigeante et en en assurant la viabilité économique. Un accompagnement est assuré pour que l'entreprise se consolide et se développe à long terme.

La Fundación Mujeres propose

- **Des ateliers** pour développer l'esprit et la culture d'entreprise, en donnant des informations sur ce qu'implique le fait d'être entrepreneuse et sur le processus de création ; le but est aussi de faire mûrir une initiative commerciale.
- **Un accès à l'information** sur les conditions requises pour devenir entrepreneuses, les démarches à effectuer, les nouvelles des entreprises, les organisations, la législation, les aides et les moyens financiers.
- **Un soutien financier.** Consciente de la difficulté d'accès aux financements pour des entrepreneuses qui n'ont pas de garanties, Fundación Mujeres a signé un accord destiné à faciliter l'accès aux microcrédits en collaboration avec l'Institut de la Femme, la Direction générale de la Politique des Petites et Moyennes entreprises et la Confédération espagnole des banques d'épargne (CECA).
- **Un accompagnement** pour le lancement, les obligations professionnelles et fiscales et les démarches administratives pour commencer une activité économique.

Et une fois que l'entreprise est créée...

Nous sommes conscientes de l'importance et des avantages que peuvent apporter l'appartenance à un réseau d'entreprises en termes de liens avec d'autres, et de la faible présence des femmes dans les réseaux d'entreprises existants (échanges de services et de produits et renforcement de groupe). Fundación Mujeres a donc mis en place en 1997 un Cercle des Entrepreneuses. Le site www.circuloempresarias.net contient des informations qui sont actualisées en permanence.

Le Cercle offre des cours en ligne pour soutenir l'acquisition et le développement de connaissances et de compétences qui vont améliorer la gestion de l'entreprise. Le Cercle permet de recevoir des conseils personnalisés sur des thèmes propres à l'entreprise (comptabilité, fiscalité, profession, aspects juridiques, projets de modernisation, introduction et l'implantation des technologies de l'information et de la communication).

En guise d'échantillon...

Ana a commencé comme maquettiste de presse. Aujourd'hui, elle a lancé sa propre maison d'édition : elle publie et distribue des livres d'art sériel à orientation sociale et féministe. La première publication fut un livre sur les femmes contestataires qui lancèrent les mouvements sociaux contemporains.

Il y a 20 ans, **Maria Teresa** donnait des cours particuliers d'anglais chez elle. Aujourd'hui, elle dirige une académie d'anglais avec une équipe de 8 personnes et plus de 500 élèves. Au sein du Cercle des Entrepreneuses, elle est un modèle à suivre et une référence au vu de sa détermination et des valeurs humaines qu'elle défend et soutient dans un monde compétitif tel que celui de la gestion d'entreprise.

Maison d'édition



86% des entrepreneuses qui ont lancé leur projet avec Fundación Mujeres continuent leurs activités après 3 ans. Beaucoup d'entre elles ont vu le volume de leurs commandes augmenter et certaines ont pu augmenter leur personnel.

... Pour en savoir plus sur le thème

• Un ouvrage de Sophie Charlier « *L'économie solidaire au féminin : quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes ?* »

Sophie Charlier est chargée de mission au Monde selon les femmes et chargée de cours à l'Université Catholique de Louvain en Belgique. A partir d'une approche plurielle du pouvoir, elle a réalisé une thèse qui met en évidence comment, dans les organisations d'économie solidaire, il existe un espace pour les femmes qui leur permet de développer une estime de soi et une confiance en leurs capacités.

A partir d'enquêtes réalisées en Bolivie avec des femmes artisanes et paysannes, elle analyse le processus d'empoderamiento/empowerment des femmes au sein des organisations d'économie solidaire. L'empoderamiento/empowerment fait référence à l'autonomie des femmes, au développement des capacités, aux différentes formes de pouvoir, à l'émancipation, au fait de rendre visibles les femmes sur la place publique, aux besoins pratiques et stratégiques de genre.

Sophie Charlier montre comment les femmes vont développer un empowerment individuel et collectif (pour un changement social), processus non linéaire et chaotique.

La thèse « *L'économie solidaire au fémi-*

nin : quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes ? Une étude de cas dans les Andes bolivienne » est téléchargeable sur :

<http://edoc.bib.ucl.ac.be:81/ETD-db/collection/available/BelnUcctd-12032006-175843/> ou via le site du monde selon les femmes.

Un article sur la partie expérimentale de sa thèse est sous presse : S. Charlier, *Empowerment des femmes par l'économie populaire solidaire : participation et visibilité des femmes en Bolivie*, in « Femmes et économie au cœur de la mondialisation. Initiatives solidaires de femmes », Synopsis d'ouvrage, Isabelle Guérin et Madeleine Hersent (éd.), ERES/IRD (sous presse).

• **Commission Femmes et Développement**, *L'approche de l'empowerment des femmes. Un guide méthodologique pour l'élaboration d'indicateurs*, 2007

La Commission Femmes et Développement (Belgique) a publié en 2007, un guide méthodologique sur l'approche de l'empowerment. Le groupe de travail qui a rédigé ce guide n'a pas voulu proposer une check liste supplémentaire d'indicateurs mais bien un guide méthodologique pour l'élabora-

tion des indicateurs qualitatifs et quantitatifs qui suivent le processus d'empowerment en fonction de la diversité des contextes et des réalités socio-culturelles. Ce guide est accessible sur le site : www.dgcd.be/documents/fr/cfd/CFD_a_pproche_empowerment_femmes.pdf

• **Naïla Kabeer** est économiste sociale. Elle est chercheuse et professeure à l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex, au Royaume-Uni. Spécialiste des questions de genre, empowerment, pauvreté et politiques sociales, elle a dirigé plusieurs recherches surtout en Asie et Afrique anglophone qui ont été publiées notamment en 2001 : *Discussing women's empowerment. Theory and Practice* (une publication qui a été une référence pour le groupe de travail de la Commission Femmes et développement cité ci-dessus).

La conception de l'empowerment de Naïla Kabeer « *est inextricablement liée au manque d'accès au pouvoir. Elle se réfère aux processus par lesquels les personnes dépourvues de capacité à faire des choix acquièrent cette capacité. (...) On peut penser l'évolution de la capacité à choisir à partir de l'évolution de trois dimensions interdépendantes qui définissent le choix : les ressources, qui déterminent le contexte dans lequel sont fait des choix ; la capacité d'action, qui est au cœur même du processus de choix ; et les résultats qui sont les effets des choix* ». Naïla Kabeer montre que la mesure quantitative des résultats de l'empowe-

ment est une préoccupation importante mais insuffisante. En effet, il n'existe pas un modèle unique et linéaire d'acquisition d'empowerment. Il importe donc de mesurer le **processus** (la manière dont l'empowerment peut s'acquérir, les différentes étapes) à partir d'indicateurs de type qualitatifs et quantitatifs. Il importe de mesurer l'empowerment par rapport à la personne et à son contexte. Enfin, l'empowerment est un processus individuel mais qui est renforcé par le collectif et développe ainsi une capacité d'action, de changement.

On trouvera aussi une présentation de l'empowerment au chapitre 6 d'un ouvrage de Naïla Kabeer, « Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et Objectifs du Millénaire pour le développement. Manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention », Les Presses de l'Université Laval/CRDI 2005, accessible sur internet via la site : www.idrc.ca/fr/ev-28774-201-1-DO_TOPIC.html

• « **Genre, pouvoirs et justice sociale** » Une compilation d'articles sur le thème (dont un résumé d'un article de N. Kabeer, sous le titre « *Réflexion sur la mesure de l'empowerment des femmes* », pp. 253-274) est réalisée dans « Genre, pouvoirs et justice sociale », dirigé par Ch. Verschuur et F. Reysoo, (2003), **Cahiers genre et développement n°4, IUED-EFI, L'Harmattan, Paris-Genève.**

Activités du Monde selon les femmes

Plaidoyer pour le genre dans le développement durable

La Journée des femmes du 8 mars 2008 a donné naissance à un important document de plaidoyer. Elaboré par le Monde selon les femmes et plusieurs associations et ONG, il porte sur six thèmes :

- Pour l'accès des femmes à tous les métiers du développement durable
- Pour plus d'égalité dans la souveraineté alimentaire
- Pour un féminisme territorial et des droits fonciers
- Pour plus d'égalité dans le commerce conventionnel, équitable et biologique
- Pour un développement durable et de genre dans la coopération belge
- Pour une économie féministe.

Le document de plaidoyer est disponible sur le site du M/F à l'adresse : www.mondefemmes.org/pdf/getpdf.asp?docnr=156

Les associations signataires sont actuellement :

ACRE, AQUADEV, CNCD, COTA, Diobass Burkina, Diobass Ecologie et société, Entraide et Fraternité, Etopia, FGF, FIAN Belgium, Fimarc, Institut pour un Développement Durable, IDEF (RD Congo), ITECO, Le Monde selon les femmes, SOS Faim - Agir avec le Sud, Université des femmes.

La liste n'est pas clôturée et il vous est loisible d'y adhérer.

Contact : claudine@mondefemmes.org



Sur le thème du développement durable, le Monde selon les femmes a également édité des films, une analyse sur les femmes entrepreneures dans le DD, une nouvelle littérature... Pour plus d'info, voir le thème développement durable sur notre site.

www.mondefemmes.org/themes/index.asp#devdur

Programme 2008-2010

Le M/F a démarré un nouveau programme de trois ans cofinancé par la DGCD avec des partenariats directs au Sud. Grâce à un accord avec le Fonds André Ryckmans, un appui à quelques partenaires est assuré : IDEF en RD Congo, ENDA Pronat et ENDA Graf au Sénégal, le groupe Femmes et économie REMTE au Pérou (en lien avec Las Bartolinas en Bolivie). Les objectifs centraux de ce partenariat par le soutien à des projets Sud sont les renforcements des capacités des organisations et réseaux de femmes.

Un axe de travail complémentaire vise l'empowerment des femmes du Sud par des actions de formation croisée (au Burkina faso, en RD Congo et au Pérou) et par la réalisation de recherches avec nos partenaires du Sud sur les thèmes : Accès aux ressources - genre - souveraineté alimentaire et Santé et violence aux faites aux femmes (notamment avec le CECYM en Argentine).

Publications

Essentiels du genre n°7 : Droits des femmes

Instruments juridiques internationaux et plaidoyer pour les droits des femmes

Pour agir pour les droits des femmes, connaître les principaux instruments juridiques internationaux et leur contenu ; réfléchir aux méthodologies utiles pour faire avancer du plaidoyer, influencer les acteurs de décision.

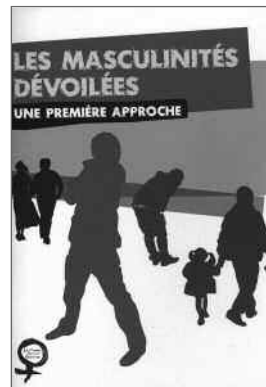
Essentiels du genre n°8 : Genre et communication

Analyse du sexisme dans les différents supports et mobilisation pour genrer le monde de la communication. Le cahier propose un parcours en 3 étapes : débusquer les éléments sexistes dans la communication vers le grand public ; rechercher la communication qui favorise la prise de parole citoyenne ; intégrer le genre dans la production d'affiches éducatives.

Les masculinités dévoilées -

Une première approche

Etre homme aujourd'hui qu'est que cela signifie ? L'égalité des femmes et des hommes est une problématique très compliquée, elle ne progressera que si on arrive à y intéresser les hommes. Sans leur implication, l'égalité politique tant revendiquée continuera à rester lettre morte.



Le document est divisé en trois parties distinctes. La première établit à grands traits l'histoire des études sur la masculinité en mettant en évidence une vision anthropologique contemporaine. La deuxième partie s'attache à une analyse de la masculinité en lien avec la paternité. La troisième partie s'intéresse à un type de masculinité bien précis (le macho) au Nicaragua.

Minidico d'idées féministes



androcentrisme

Des définitions sérieuses, d'autres décalées, des phrases ou des slogans détournés. Des définitions parfois controversées, elles font parfois sourire, elles interpellent et font réfléchir là où nous sommes sur l'égalité.



Info et commande via le site : www.mondefemmes.org

Stages internationaux de formation

Le Monde selon les femmes organise des formations longue durée internationales.

La Formation internationale sur **le genre comme condition du développement durable** aura lieu de mi-avril à début juin 2009. Organisée précédemment en partenariat avec l'asbl Aidep à Louvain-la-Neuve, elle aura désormais lieu à Bruxelles et est organisée entièrement par le CIEF-genre du Monde selon les femmes.

La Formation internationale sur le **Genre et les droits reproductifs et sexuels** aura lieu à l'automne 2009.

Les infos sont accessibles via notre site web.